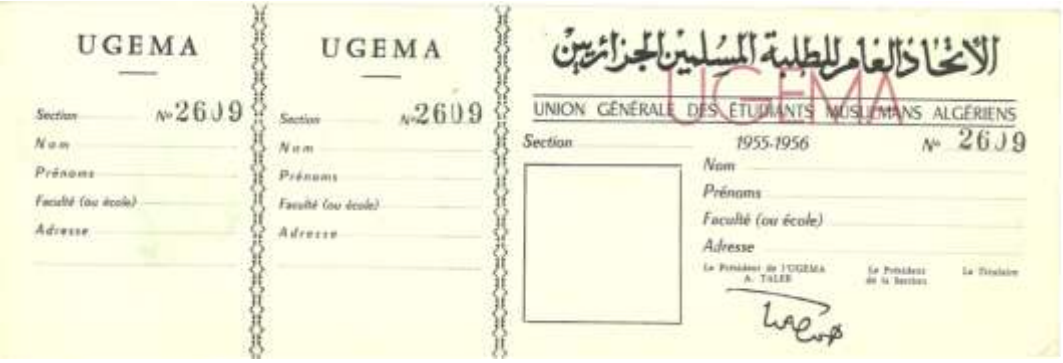
DOCUMENTS

l'UGEMA et ses relations avec l'UNEF à travers les archives, 1955-1962

L'équipe de la Cité des mémoires étudiantes

Après plusieurs initiatives menées en 2012 à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, l'équipe de la Cité des mémoires étudiantes a choisi d'évoquer, dans ce dossier documentaire pour les « Cahiers », les relations entre l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) entre 1955, date de création de l'UGEMA et la fin de la guerre en 1962. La plupart de ces documents proviennent de fonds d'archives d'anciens militants étudiants collectés et classés par la Cité des mémoires étudiantes. D'autres sont issus de fonds conservés dans des structures partenaires à l'image de l'association Génériques spécialisée dans l'histoire et la mémoire de l'immigration. Le choix de ces documents a, d'une part, été guidé par l'idée de retracer le fil de l'histoire des relations UNEF-UGEMA et, d'autre part, par le souhait de valoriser des documents récemment donnés à la Cité des mémoires étudiantes par un ancien trésorier de l'UNEF, Jean-Louis Jay.
Il a pu s'appuyer sur le travail de recherche documentaire réalisé, à l'été 2012, pour l'exposition itinérante « Mouvements étudiants et guerre d'Algérie » qui consacre de nombreux passages et notamment un panneau aux relations complexes entre l'UNEF et l'UGEMA pendant le conflit algérien ainsi qu'à la nécessaire coopération des deux communautés dans le travail de reconstruction du pays. Une partie des documents présents dans ce dossier est donc également visible, sous forme d'extraits, dans l'exposition ; d'autres le sont de manière intégrale dans l'espace dédié à l'exposition sur le site de la Cité[1].

Venons-en au contenu de ce dossier : il comprend un certain nombre de tracts, de courriers et d'articles de presse renseignant sur la nature des revendications de l'UGEMA, leur évolution pendant le conflit mais aussi les réactions qu'elles suscitèrent auprès des étudiants de l'UNEF. En témoigne notamment cette déclaration de l'UGEMA en mai 1956 confirmant la rupture des liens avec l'UNEF ou encore cette article du journal *Clarté*[2] rapportant la dissolution de l'UGEMA en France en 1958. A noter également, ci-dessous, une carte d'adhésion à l'UGEMA datée de 1955 ainsi que la une du second numéro du journal de l'UGEMA, *l'Étudiant algérien.*


UGEMA
Section N° 2609
Nom
Prénoms
Faculté (ou école)
Adresse

UGEMA
Section N° 2609
Nom
Prénoms
Faculté (ou école)
Adresse

الاتحاد العام للطلبة المسلمين الجزائريين
UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS MUSULMANS ALGÉRIENS
Section 1955-1956 N° 2609
Nom
Prénoms
Faculté (ou école)
Adresse

Carte d'adhésion de l'UGEMA pour l'année 1955-1956 (Fonds Farouk Belkeddar, Génériques)

[1] Cette exposition itinérante est proposée à la location. Renseignements, tarifs et prolongements (grâce notamment aux « QR-codes » comme celui-ci pointant la page d'entrée de cet espace) sur notre site internet www.citedesmemoiresetudiantes.org

[2] Journal de l'Union des étudiants communistes (UEC)

L'ÉTUDIANT ALGÉRIEN

« Nous aspirons, par notre action au service du peuple d'Algérie, à servir l'humanité entière. Notre œuvre, basée avant tout sur le respect de la pensée et de l'idéologie de tous les peuples, vise à aider au bonheur des hommes. » IBN-BADIS.

REDACTION - ADMINISTRATION :
115, Boulevard Saint-Michel - PARIS-5e
Tél. : ODE 66-53 C.C.P. 13.228.14
Directeur : Mouloud BELAOUANE

N° 2
DECEMBRE 1955-JANVIER 1956

ORGANE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS MUSULMANS ALGERIENS
MENSUEL

PRIX : 35 francs

EDITORIAL

S'il a fallu que le sang coule — c'est bien triste de le constater — pour que l'opinion française se rende compte des véritables dimensions du problème algérien. Il a fallu les événements, qui se sont déclenchés le 1 novembre 1954, pour que les intellectuels algériens prennent conscience de leur situation et de leurs responsabilités.

L'Algérie vit actuellement une période cruciale. Tout un peuple, uni et animé par l'idéal national, veut reprendre sa place dans l'histoire. Unanime, il rejette sans appel toute politique d'intégration car il veut rester fidèle à sa personnalité arabo-islamique. Unanime, il ne veut plus admettre que son destin soit l'assujettissement politique, la misère physique et morale.

Ce peuple qui se rassemble pour se libérer, comptait le faire autour de ses intellectuels. Ces derniers portaient ces plus grands espoirs car, de tout temps et en tout lieu, l'élite, c'est-à-dire ceux qui prennent le risque de penser et d'agir, ceux qui mettent leur science et leur intelligence au service de leur peuple, est formée par les intellectuels.

⁂

Or, que s'est-il passé en Algérie ?

On a vu avec déception les intellectuels s'éloigner des réalités de leur pays. La plupart d'entre eux ont cru que le diplôme est une fin en soi et que, pour cela, ils ont besoin de silence autour de leur cabinet de travail.

D'accord avec Cicéron qui écrivait : « Rien de sable ne pourra jamais sortir d'une boutique ou d'un atelier », ils ont pensé que le travail intellectuel a une valeur en soi supérieure au travail manuel, et que les mains blanches se souilleraient en serrant les mains calleuses.

⁂

Ce réquisitoire, on l'a souvent entendu en Algérie. On a dénoncé la passivité, voire la lâcheté de nombreux médecins, avocats, pharmaciens, professeurs, moudaïrés, etc... qui n'éprouvent que peu d'empressement à se lancer dans la vie active et militante et ne pensent presque exclusivement qu'à leur propre bonheur, à leur tranquillité. On a déploré également l'indifférence d'un certain nombre d'étudiants algériens à tout ce qui passe dans leur pays.

⁂

Tout en reconnaissant la justesse de cette critique — ou plus exactement de cette autocritique — nous devons souligner que cette indifférence trouve une cause dans l'enseignement que nous recevons et qui fait justement de nous les « intellectuels ».

Dès l'âge de six ans, le jeune musulman algérien, quand il a la chance d'aller à l'école, est sevré de sa langue maternelle : on lui inculque une façon de penser et d'agir sans jamais tenir compte de sa psychologie, on lui greffe une culture étrangère sans jamais faire allusion à sa civilisation. Cet état de choses va en s'accentuant à tel point qu'au terme de l'enseignement supérieur, nous nous trouvons devant des « décérébrés » souffrant d'un complexe d'étranglé au sein de leur milieu.

Nos intellectuels, ignorant leur propre culture, ne peuvent prendre pleinement conscience des besoins et des aspirations de leur peuple et, partant, ne peuvent constituer un noyau de rassemblement. En un mot, la désinsertion a provoqué la désertion.

⁂

Notre peuple nous donne actuellement une grande leçon de maturité et de désintéressement. Que ceux qui réclament le silence autour de leur cabinet de travail n'oublient pas que leur tranquillité est payée de mille violences et de mille injustices. Qu'ils se pénètrent de cette réalité qu'un bon artisan ou un bon ouvrier sert beaucoup plus son pays qu'un étudiant de « mauvaise farine ».

Comme nous le disions dans notre dernier numéro, si l'U.G.E.M.A. a été créée, c'est pour contribuer dans une certaine mesure à la formation de cadres, c'est-à-dire de jeunes Algériens qui non seulement réussissent dans leurs études, mais se tournent vers leur peuple avec courage et modestie pour participer à ses luttes, à ses souffrances et à ses espoirs.

Le président de l'U.G.E.M.A.

Grève de la faim

Pour protester contre l'incarcération d'un certain nombre d'Etudiants musulmans algériens et pour marquer notre solidarité totale avec eux, le Comité Exécutif de l'U.G.E.M.A. qui lance par ailleurs une « Quinzaine de solidarité », invite tous les étudiants musulmans algériens à observer une grève de la faim le vendredi 20 janvier 1956.

LES IDEES ET LES FAITS

Culture et oppression

Il y a une conception petite-bourgeoise de la culture qui ne retient de celle-ci que les apparences séductrices et trompeuses. Dans une telle conception qu'on pourrait dire esthétique, la culture se vide de sa substance, pour n'être plus qu'un costume de parade. De cette forme supérieure de l'adaptation de l'homme au réel qu'elle est véritablement, elle dégénère en artifice, en ornement facile; et l'homme le plus borné peut lui emprunter dès lors son faux brillant pour cacher sa médiocrité intérieure.

Ce n'est pas un des moindres maux que les maîtres de la colonisation introduisent dans notre pays que cette conception décadente de la culture.

Celle-ci n'est pas pour eux une dignité que tout homme peut acquérir; elle est essentiellement un privilège dont dispose la race supérieure. Dans un vieil ouvrage consacré à l'instruction en Algérie et dont l'auteur est un ancien directeur d'Ecole Normale d'instituteurs, notre pays y est représenté comme une sorte d'organisme géant dont le cerveau est constitué par les Européens et le corps par la masse des autochtones. Image très classique et conforme à l'esprit colonial dont le vœu le plus cher a toujours été d'instituer dans le monde un régime de castes et de diviser l'humanité en deux classes bien distinctes liées entre elles par des rapports de subordination et de dépendance : l'une faite pour diriger et commander, l'autre pour servir et obéir.

On voit dans une telle perspective quel destin culturel, quel développement intellectuel et moral, sont réservés à l'Algérien. A la culture, celui-ci ne saurait vraiment prétendre. D'abord sa qualité d'« indigène » — et aujourd'hui, malgré l'abolition du « code de l'indigénat », il est toujours considéré comme tel — le lui interdit. Il est « indigène » avant d'être homme. Et si la culture est ouverte à l'homme, elle est dans son essence contradictoire avec la condition « indigène ». A cette raison, s'ajoute une seconde dans l'esprit du colon. L'Algérien, de par son origine ethnique même, est réfractaire à toute discipline intellectuelle. Ces deux raisons sont au fond liées entre elles. Elles posent que la culture est une fleur dorure qui ne siéd pas à l'indigène et qu'elle est l'apanage exclusif d'une race.

Comme certains produits de consommation, la culture est décrétée produit de luxe. C'est une fantaisie dont l'indigène peut bien se passer, étant voué par prédestination aux travaux serviles et aux tâches subalternes. Lui arrive-t-il de concevoir quelque curiosité pour le savoir, se sent-il animé d'un désir ardent de se former l'esprit et d'exercer son intelligence, il convient de décourager en lui ce zèle dangereux et subversif et lui faire comprendre par des moyens détournés — et ils sont multiples — que sa condition d'« indigène » n'est pas compatible avec la culture. D'ailleurs — et là apparaît un hideux paternalisme — c'est dans le bien de l'indigène qu'on l'éloigne de la culture qui n'en ferait qu'un aigri et un révolté. Le pays n'a guère besoin d'éléments pensants et d'intellectuels, mais seulement d'ouvriers connaissant bien leur métier (et encore !!!). C'est une tendance permanente du cynisme colonialiste à dénigrer les valeurs de l'intelligence; la civilisation ne réside pas pour lui dans l'université où l'indigène croit pourtant la reconnaître, elle s'étale dans les champs de vigne et les domaines d'exploitation des gros colons. Le maître d'école cède le pas au colon, même dans le domaine de la culture de l'esprit. Ce n'est pas lui qui est reconnu porteur de civilisation, c'est le colon avec son casque blanc et son fusil. Le maréchal Bugeaud n'avait fait qu'affirmer ce primat du colon lorsqu'il s'agit de représenter la civilisation en plaçant la mission

(Suite à la page 2)

Appel à la conscience française et aux représentants du Peuple Français

Considérant que l'Algérie est aujourd'hui le théâtre d'une véritable guerre;

Considérant que la politique de force, menée jusqu'à ce jour, ne saurait que compromettre les chances de l'établissement de rapports d'amitié entre la France et l'Algérie;

Considérant que la nation algérienne, que cent vingt-cinq ans de colonialisme ne sont pas arrivés à détruire, est aujourd'hui une réalité plus que jamais incontestable;

Considérant que l'unanimité des Algériens s'est faite autour de cette réalité;

Considérant que l'Algérie ne saurait s'engager dans une voie autre que celle suivie par ses deux voisines : la Tunisie et le Maroc;

l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens, convaincus que le peuple français s'est nettement prononcé contre la guerre d'Algérie, adresse un appel pressant et solennel à tous les représentants du peuple français, afin qu'ils s'engagent à reconnaître au peuple algérien le droit de disposer de lui-même et à envisager avec ses représentants authentiques la Solution du Problème algérien.

LE COMITE EXECUTIF DE L'U.G.E.M.A.

SOMMAIRE

— AU DOSSIER DE LA REPRESSION
— Le problème Algérien : Un document.
— Cronique des livres.
— Tolérance ou lâcheté.
— L'Etrange chute d'Alger
— La vie de l'U.G.E.M.A

L'Étudiant algérien, ***organe de l'Union générale des étudiants musulmans algériens, décembre 1955-janvier 1956 (Fonds Robert Chapuis, Cité des mémoires étudiantes)***

L'U.G.E.M.A. s'adresse à l'opinion Française

De nombreux étudiants musulmans algériens se trouvent depuis des mois en prison ou dans des « camps d'hébergement ». Bien plus, Kacem Zeddour, étudiant en lettres, est mort entre les mains de la police.

Ces arrestations et cet **ASSASSINAT** entrent dans le cadre d'une répression frappant aveuglément l'ensemble du peuple algérien que n'épargnent ni les ratissages ni les bombardements : des hommes, des femmes, des enfants tombent chaque jour sur toute l'étendue du pays.

Devant pareille situation, l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens n'a pas manqué d'intervenir auprès des Pouvoirs Publics (lettres au Président Edgar Faure et au Gouverneur Général Soustelle), et d'alerter l'opinion publique française (lettres aux personnalités, information des organisations étudiantes et des mouvements de jeunesse, communiqué à la presse).

En signe de solidarité avec nos camarades emprisonnés et avec tout le peuple algérien, l'**U.G.E.M.A. :**

— observe, dans toutes ses sections, **UNE GREVE DE LA FAIM ET DES COURS** le vendredi 20 janvier 1956;

— lance une « **QUINZAINE DE SOLIDARITE** » du mardi 17 au mardi 31 janvier 1956, en faveur des étudiants algériens incarcérés.

L'U.G.E.M.A. attire l'attention du peuple français et de ses représentants au parlement, sur l'extrême gravité de la guerre d'Algérie.

Elle demande, au nom de tous les étudiants musulmans algériens :

— que nos camarades arbitrairement arrêtés et internés soient **immédiatement libérés** afin qu'ils puissent reprendre leurs études;

— **que soient châtiés** les responsables de l'odieux assassinat de Kacem Zeddour.

L'**U.G.E.M.A.** rappelle que dans l'intérêt même des peuples algérien et français, seule une **solution négociée** et tenant compte des aspirations nationales du peuple algérien, résoudra le problème en suspens.

I. C. E., 18, Fg du Temple. Obe 14-55

Tract de l'UGEMA appelant à la grève de la faim et des cours le 20 janvier 1956 (Fonds Jean-Louis Jay, Cité des mémoires étudiantes)

الاتحاد العام للطلبة المسلمين الجزائريين

Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens

115, Boulevard Saint-Michel
PARIS-Ve
Téléphone : ODE 66-53
Compte Chèques Postaux : PARIS 12813-82

Paris le 21 Janvier 1956

Monsieur Le Rédacteur en Chef du Journal

Monsieur Le Rédacteur en Chef,

Nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien faire paraître le communiqué ci-dessous dans votre journal.

Veuillez agréer, Monsieur Le Rédacteur en Chef, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Pour le Comité Exécutif,
Le Secrétaire Général :
M. Belaouane.

Communiqué de Presse

Des incidents très graves ont marqué hier à Montpellier la journée de grève de la faim organisée par l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens.

En effet, la Section de Montpellier de l'UGEMA avait organisé une réunion afin de faire connaître les raisons qui nous ont déterminés à organiser cette grève. Cette réunion a été troublée par des groupes néo-fascistes qui se sont attaqués lâchement à nos camarades défavorisés par le nombre puisqu'ils étaient à 200 contre 1000. Ce qui est plus grave, c'est que ces groupes fascistes ne se sont pas contentés de troubler la réunion organisée le 20 Janvier mais ont continué leurs agressions tout le long de la journée du 21 en s'attaquant par groupes aux étudiants algériens ou nord-africains pris individuellement.

En outre, il est à constater que la Police locale a fait preuve d'une neutralité bienveillante à l'égard des agresseurs fascistes, dirigés par le dénommé MOUSSERON, qui a pu ainsi mener en toute quiétude ses "expéditions punitives".

Nous tenons tout d'abord à élever une protestation énergique contre l'attitude des autorités auxquelles incombe la charge de assumer la sécurité de chacun.

Enfin, nous tenons aussi à faire connaître aux frénétiques du néo-fascisme, qui croient trouver dans l'avantage du nombre, le moyen de réaliser des exploits faciles, que les étudiants musulmans algériens sauront défendre leurs propres libertés ainsi que celles de tous leurs frères et qu'ils mettront en échec toute agression.

Communiqué de presse de l'UGEMA datant du 21 janvier 1956 après les incidents qui ont marqué la journée de la grève de la faim organisée par l'UGEMA la veille à Montpellier (Fonds Farouk Belkeddar, Génériques)

COPIE

ETUDIANTS ALGERIENS

Après l'assassinat de notre frère Zeddour Belkacem par la police française, après le meutre de notre frère aîné, le docteur Benzerdjeb, après la tragique fin de notre jeune frère Brahmi du collège de Bougie, brulé vif dans sa mechta incendiée par l'armée française pendant les vacances de Pâques, après l'exécution sommaire dans un groupe d'otages, de notre écrivain Rhida Houhou, secrétaire de l'Institut Benbadis de Constantine, après les odieuses tortures qu'on a fait subir aux docteurs Heddam, de Constantine, Baba Ahmed et Tebal de Tlemcen, après l'arrestation de nos camarades Amara, Lounis, Sabor et Touati, arrachés aux géoles de l'administration française, celles de nos camarades Zerrouki et Madhi, après la déportation de notre camarade Hihi, après les campagnes d'intimidation contre l'U.G.E.M.A. voici que la police nous arrache d'entre les mains, un matin à la première heure, notre frère Ferhat Hadjadj étudiant en propédeutique et maître d'internant au Lycée de Ben Aknoun, la torture, le sequestre, pendant plus de IO jours (avec la complicité de la justice et de la haute administration algérienne prévenues de son affaire) jusqu'au jour où nous apprenons atterés sous le coup de l'émotion, la nouvelle de son égorgement par la police de Djidjelli aidée par la milice locale.

L'avertissement donné par notre magnifique grève du 20 Janvier I956 n'aura-t-il servi à rien ?

Effectivement, avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! A quoi donc serviraient-ils ces diplômes qu'on continue à nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement, pendant que nos mères, nos épouses, nos soeurs sont violées, pendant que nos enfants, nos vieillards tombent sous la mitraille, les bombes le napalm.

Et nous " les cadres de demain ", on nous offre d'encadre quoi ? d'encadrer qui ? ... Les ruines et les monceaux des cadavres sans doute, ceux de Constantine, de Tébessa, de Philippeville, de Tlemcen, et autres lieux appartenant déjà à l'épopée de notre pays. Notre passivité face à la guerre qu'on mène sous nos yeux, nous rend complices des accusations ignobles dont notre vaillante armée nationale est l'objet. La fausse quiétude dans laquelle nous sommes installés ne satisfait plus nos consciences.

Notre devoir nous appelle à d'autres tâches plus urgents, plus impératives, plus catégoriques, plus glorieuses.

Notre devoir nous appelle à la souffrance quotidienne, aux cotés de ceux qui luttent et meurent LIBRES face à l'ennemi.

NOUS OBSERVONS TOUS LA GREVE IMMEDIATE DES COURS ET DES EXAMENS ET POUR UNE DUREE ILLIMITEE.

Il faut déserter les bancs de l'Université pour le maquis.

Il faut rejoindre en masse l'Armée de la Libération Nationale et son organisme politique, le G.P.R.A.

Etudiants et intellectuels algériens, pour le monde qui nous observe, pour la nation qui nous appelle, pour le destin héroïque de notre pays, serions nous des renégats ?

L'Union Générale
des Etudiants Musulmans
d'Algérie.

Appel à la grève illimitée et à rejoindre les maquis (Fonds Jean-Louis Jay, Cité des mémoires étudiantes)

DECLARATION DE l'U. G. E. M. A. AUX ETUDIANTS FRANÇAIS

La « majorité » du Conseil d'administration de l'U.N.E.F. vient de décider que, « étant donné les circonstances actuelles », ses rapports avec l'U.G.E.M.A. « se révèlent impossibles ».

Cet acte de rupture avec leur Union Générale, les Etudiants Musulmans Algériens le considèrent comme une prise de position hostile à l'égard des aspirations légitimes de leur peuple. En effet, la « majorité » de l'U.N.E.F. s'en prend au fait que l'U.G.E.M.A. se déclare solidaire du Peuple Algérien en lutte contre le colonialisme, ce qui, en aucun cas, ne saurait être considéré comme une attitude anti-française. Quant à ceux qui, au lendemain du Congrès de Strasbourg, furent déçus de voir l'U.G.E.M.A. confirmer sa solidarité avec le Peuple Algérien, nous tenons à les assurer qu'ils en seront toujours pour leurs frais chaque fois qu'ils voudraient tenter de détacher les étudiants musulmans algériens du peuple auquel ils sont fiers d'appartenir.

La « majorité » de l'U.N.E.F., par sa décision, ne fait du reste que saisir l'occasion de manifester, enfin ouvertement, son attachement à une politique colonialiste qu'elle a essayé souvent de dissimuler en se réfugiant sous le couvert de l'apolitisme mais qui ne perçait pas moins nettement à travers les interventions de ses porte-parole, notamment lors du Congrès de Strasbourg.

La décision du Conseil d'administration de l'U.N.E.F., dont les Etudiants Musulmans Algériens garderont longtemps le souvenir, d'autant plus qu'elle a été prise à un moment où l'U.G.E.M.A. affronte de grandes difficultés, pèsera lourdement sur l'avenir des rapports entre les jeunesses universitaires française et algérienne.

Par ailleurs, le Comité Exécutif tient à réaffirmer que l'U.G.E.M.A. n'a jamais considéré l'attitude, strictement apolitique, des organisations avec lesquelles elle entretient des relations amicales, comme une marque d'hostilité envers les aspirations nationales du Peuple Algérien. Il n'interprète pas davantage l'existence de ces relations amicales comme une « caution » des positions politiques que notre Union a été amenée à prendre.

Aussi, le Comité Exécutif n'est-il que plus à l'aise, aujourd'hui, pour rendre hommage aux « minoritaires » qui, par leur attitude honnête, lucide et courageuse, sauvegardent les chances d'une amitié durable entre nos deux jeunesses.

De cette amitié, en dépit des difficultés de l'heure, les Etudiants Musulmans Algériens demeurent **AVEC EUX, LES MEILLEURS ARTISANS.**

Le Comité Exécutif
de L'U.G.E.M.A.

Déclaration de l'UGEMA aux étudiants français confirmant la rupture des liens avec l'UNEF en mai 1956 (Fonds Jean-Louis Jay, Cité des mémoires étudiantes)

QUINZAINE DE SOLIDARITÉ

avec les Étudiants Algériens et pour la Négociation en Algérie

DU LUNDI 28 JANVIER AU MARDI 12 FÉVRIER 1957

APPEL de l'UGEMA

Aux Etudiants Français ;
A tous les démocrates qui œuvrent pour la Paix et la Négociation en Algérie.

Le conflit sanglant qui, depuis plus de deux ans, met le Peuple Algérien aux prises avec les forces du colonialisme français, ne semble pas approcher de sa fin.

Les ratissages, les massacres de populations désarmées, toutes les exactions inqualifiables inhérentes à cette honteuse guerre coloniale se poursuivent à un rythme plus forcené.

Fidèle à la l'gne qu'elle s'est tracée dès sa constitution, l'U.G.E.M.A. n'a pas cessé de dénoncer le caractère odieux et absurde de cette guerre de reconquête.

En dépit de la répression qui frappe journellement les Etudiants Algériens, elle n'a pas omis une seule occasion pour redresser dans leur vérité les faits déformés par la propagande colonialiste et d'alerter l'opinion publique française sur la gravité du drame algérien et des conséquences irréparables d'une politique menée par un Gouvernement au service des derniers tenants d'un colonialisme qui n'ose plus dire son nom.

C'est ainsi que l'an dernier, à pareille époque, l'U.G.E.M.A. organisa dans toutes ses sections de France et d'Afrique du Nord, une quinzaine de solidarité avec les étudiants algériens victimes des arrestations arbitraires et de toutes les formes de répression qui vont des habituels sévices de la police colonialiste jusqu'aux assassinats les plus ignobles.

Appuyée par une participation massive de Personnalités et d'Etudiants Français comme par celle des Etudiants « coloniaux », cette quinzaine qui fut marquée notamment le 20 Janvier par une journée de grève des cours et de la faim, constitua une totale réussite.

Malgré la levée de boucliers des colonialistes et de la Réaction, devant cette puissante manifestation d'Unité contre un même ennemi, malgré les provocations de MOUSSERON et de ses compagnons, provocations illustrées par les tragiques incidents de MONTPELLIER, il est indéniable qu'un coup très dur fut porté le 20 Janvier 1956 à la Réaction colonialiste, et que l'U.G.E.M.A. sortit renforcée de cette épreuve.

Cette année, les circonstances dans lesquelles va se tenir la quinzaine de solidarité sont singulièrement plus graves.

L'année qui vient de s'écouler a vu s'installer la politique des pouvoirs spéciaux et l'extension de la guerre qui s'est soldée par l'envoi de centaines de milliers de soldats en Algérie.

La répression contre laquelle les organisations démocratiques se sont élevées le 20 Janvier avec l'U.G.E.M.A. a connu une aggravation accrue. Aux arrestations arbitraires et aux crimes policiers, comme celui dont fut victime Kacem ZEDDOUR, se sont ajoutés d'autres arrestations et d'autres crimes. La liste des étudiants algériens tombés dans la lutte contre l'oppression colonialiste s'est singulièrement allongée. Devant l'intensification des opérations de guerre, les Etudiants Algériens accentuèrent leur lutte et par la grève illimitée des cours et des examens décrétée en Mai 1956 et réaffirmée à la dernière rentrée universitaire, ils voulurent montrer à la face du monde, aux côtés de leur peuple unanime, leur opposition irréductible au système d'exploitation et d'asservissement institué dans leur pays.

C'est donc dans un contexte de lutte plus serrée après huit mois de grève et lourds sacrifices que les Etudiants Algériens vont ouvrir leur quinzaine, ce qui ne peut que donner plus de sens à celle-ci.

Venant après plus de deux années d'une guerre, qui pour n'avoir accumulé que trop de ruines n'a eu pour résultat qu'une aggravation plus accentuée du conflit algérien, cette quinzaine de solidarité avec les Etudiants Algériens sera placée sous le signe de la *Négociation*. Car l'ère de la politique de force et d'intimidations, comme celle des réformes fragmentaires octroyées dans le cadre du système colonialiste, est définitivement révolue. Seule une politique de négociation est à même de mettre fin à l'effusion de sang et, tout en permettant au Peuple Algérien de réaliser ses objectifs nationaux, de créer entre la France et l'Algérie un climat de confiance favorable à la compréhension mutuelle et au dialogue le plus fructueux.

Au moment où le Peuple Algérien, après plus de deux années d'une lutte héroïque, est plus que jamais déterminé à recouvrer sa liberté,

Au moment où la politique dite de « pacification » ne peut plus masquer son échec,

Au moment où la Révolution Algérienne s'est imposée à la conscience internationale, et qu'un débat sur l'Algérie va intervenir à l'O.N.U.,

Il est plus que jamais nécessaire pour vous, Etudiants et Démocrates, qui œuvrez infatigablement pour le triomphe de la Justice et de la Liberté des peuples,

De vous saisir de cette conjoncture décisive pour vous joindre à nous afin de mettre un terme à la guerre coloniale d'Algérie.

En manifestant, une fois de plus, votre solidarité avec les Etudiants Algériens,

En vous associant massivement à la Journée de Grève de la Faim décidée par l'U.G.E.M.A. le Mardi 29 Janvier 1957

En manifestant partout votre volonté de Négociation en Algérie.

Etudiants Français et Démocrates !

En participant pleinement à la « Quinzaine » de Solidarité avec les Etudiants Algériens et pour la Négociation, vous aurez contribué non seulement à hâter l'avènement de la paix en Algérie, mais aussi vous aurez réussi à faire accomplir un pas en avant aux forces démocratiques.

Appel de l'UGEMA lors de la quinzaine de solidarité avec les étudiants algériens et pour la négociation en Algérie en janvier-février 1957. (Fonds François Borella, Cité des mémoires étudiantes)

CELEBRATION du 21 Février

Journée Internationale de la Jeunesse et des Étudiants contre le Colonialisme

SEMAINE de Solidarité avec les étudiants des pays coloniaux en lutte avec leur peuple pour leur droit à disposer d'eux-mêmes et pour des négociations avec le peuple algérien sur la base de la reconnaissance de son droit à l'indépendance.

En 1957, il y a encore des situations coloniales que la France contribue à entretenir. Une exploitation économique, la misère sociale, la ségrégation raciale, l'étouffement culturel sont les conséquences du colonialisme : problème essentiellement politique.

Ce sont des revendications nationales qu'expriment les peuples coloniaux. De nombreux peuples ont déjà obtenu leur indépendance, d'autres luttent pour l'obtenir : ce mouvement est irréversible. (La politique de force n'y peut rien.)

En Algérie, de quart d'heure en quart d'heure, 500.000 hommes depuis trois ans n'ont pu freiner ce mouvement : la négociation est inévitable. Pourquoi la retarder ?

En réalité, la politique de force baptisée pacification, dissimule mal la faiblesse politique du gouvernement. L'intérêt et le prestige de la France exigent qu'elle rompe immédiatement avec une politique qui ruine les chances d'une véritable coopération avec les peuples coloniaux.

Etudiants, il faut prendre parti.

- **Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.**
- **Pour une solution négociée du problème algérien sur la base de la reconnaissance du droit à l'indépendance.**

Participez au

MEETING ANTICOLONIALISTE

du 25 FÉVRIER à 20 heures

Aux Sociétés Savantes, 28, rue Serpente

ORGANISATIONS MEMBRES DU COMITÊ ANTICOLONIALISTE :

Association des Etudiants Musulmans Nord - Africains - Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens - Union Générale des Etudiants de Tunisie - Union Nationale des Etudiants Marocains - Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France - Association des Etudiants d'Origine Malgache - Association Générale des Etudiants Guadeloupéens - Groupement des Etudiants d'Outre-Mer en Sana - Union des Etudiants Vietnamiens - Etudiants Cambodgiens.

Union des Etudiants Communistes de France - Etudiants de la Nouvelle Gauche - Cartel des Ecoles Normales Supérieures - Association Générale des Préparations Littéraires et Artistiques - Association des Etudiants en Sana - Comité de Coordination des Comités pour la Paix en Algérie.

P.P.L., 26, rue Clavel, Paris-19e.

Meeting anticolonialiste auquel participe entre autres l'UGEMA en 1957 (Fonds Farouk Belkeddar, Génériques)

8-

Photographie d'une manifestation contre la dissolution de l'UGEMA tirée du journal* Clarté *en mars 1958 (Cité des mémoires étudiantes, fonds documentaire)

l'u. g. e. m. a. dissoute

L'opération policière déclenchée dans toute la France contre les étudiants algériens s'avère d'une gravité sans précédent par son ampleur et ses conséquences.

Avant même la publication du communiqué du ministre de l'Intérieur décrétant la dissolution de l'UGEMA, l'annonce des premières arrestations suscitait une intense émotion dans les milieux étudiants.

Les renseignements recueillis coup sur coup ont permis d'apprendre que tous les locaux de l'association à Paris et en province avaient été perquisitionnés; son Président national et son Président parisien ont été arrêtés ainsi que trois étudiants de Strasbourg, d'autres à Caen, etc.

Groupant la totalité des étudiants algériens, l'Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie était reconnue comme le représentant authentique de leurs intérêts et de leurs opinions.

Intervenant au moment où l'avenir des libertés démocratiques dans notre pays parait gravement compromis par les projets gouvernementaux de révision de la Constitution et de la loi électorale, ces mesures, dit-on, ont été décidées à Alger et appliquées en France en vertu des pouvoirs spéciaux. Elles n'ont pu manquer de rencontrer une opposition énergique chez les étudiants français qui ont eu récemment l'occasion d'affirmer leurs sentiments à l'égard de telles méthodes, lors de l'arrestation de Khémisti, Secrétaire général de l'UGEMA, appréhendé sans motif à Montpellier au début de novembre et illégalement transféré à Alger.

Le Cartel des Ecoles Normales Supérieures, les étudiants coloniaux, les étudiants MRP de la Seine, la Fédération Nationale des Etudiants Radicaux, le groupe de Paris des Etudiants Socialistes, l'Union des Etudiants de la gauche socialiste et l'Union des Etudiants communistes de France appellent les étudiants à manifester le mardi 4 février à 12 h. 30, au Quartier Latin, pour protester contre la dissolution de l'UGEMA.

Lire nos informations page 7

Article extrait du journal Clarté daté de février 1958 (Cité des mémoires étudiantes, fonds documentaire)

Lettre de l'U.G.E.M.A. *à la* C.N.E. du 21 février

Chers Amis,

Le Comité Exécutif de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens enregistre avec satisfaction l'initiative prise par un certain nombre de groupements d'étudiants français d'organiser le 21 février 1960, à Paris, un colloque sur le Problème Algérien.

Il se félicite de la prise de conscience par une fraction importante de l'opinion étudiante française de la gravité exceptionnelle de la guerre de reconquête coloniale menée en Algérie. Cette guerre constitue une violation du principe fondamental et sacré du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et une atteinte permanente aux droits les plus élémentaires de la personne humaine. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici les tortures, massacres, exécutions sommaires, camps de concentration dont sont victimes les étudiants et le peuple algérien.

Au moment où tous les peuples africains se libèrent du joug colonial, la guerre imposée au peuple algérien n'en est que plus absurde et plus cruelle parce qu'anachronique.

La signification de cette guerre dépasse largement les frontières de l'Algérie; elle s'inscrit dans le cadre de la libération totale de l'Afrique et affecte les relations de la France avec tous les peuples africains.

Les étudiants algériens, dès les premières heures de la Révolution, se sont engagés totalement pour la libération de leur Patrie et la réalisation de l'Indépendance Nationale. Cet objectif demeure inchangé.

Ils ont pris acte de la reconnaissance par la France du principe de l'autodétermination. Cette reconnaissance constitue une victoire arrachée par le peuple algérien, les armes à la main et au prix de sacrifices surhumains.

Les étudiants algériens voient, là, une possibilité de solution en conformité avec les positions définies par le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, en particulier la nécessité impérieuse d'obtenir des garanties quant à l'application de l'autodétermination.

Ce n'est que dans la mesure où le Gouvernement Français accepte d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne pour discuter des garanties et des modalités de l'application de l'autodétermination, qu'un cessez-le-feu pourra intervenir et la paix revenir en Algérie.

En conséquence, tous les étudiants qui sont conscients de cette réalité et qui œuvrent pour la réalisation de la paix doivent concentrer tous les efforts pour hâter l'ouverture des négociations entre le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et le Gouvernement Français.

Le Comité Exécutif de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens formule l'espoir que cette réunion n'est que le prélude à un vaste mouvement qui imposera une solution au problème algérien, conforme au sens de l'histoire, contribuant ainsi à l'instauration d'une paix véritable qui favorisera une libre et fructueuse coopération entre nos deux pays.

Le Comité Exécutif de l'U.G.E.M.A.

Siège provisoire : 18, place aux Chevaux.
Tél. : 260-39 Tunis.

Article de Paris-Lettres signé du Comité exécutif de l'UGEMA en février 1960 soutenant l'initiative de la seconde Conférence nationale étudiante. (Fonds François Borella, Cité des mémoires étudiantes).

L'U.N.E.F. A TUNIS : IVe CONGRES DE L'U.G.E.M.A.

Le 6 juin 1960, à Lausanne, l'Union Nationale des Etudiants de France et l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens publiaient un communiqué commun condamnant la guerre d'Algérie et annonçant la rupture de leurs relations.

Cette décision révolutionnaire M en France l'effet d'une bombe. Elle provoqua de violentes attaques de la part de certains gouvernements et la suppression de la subvention gouvernementale allouée à l'U.N.E.F. En représentant des éléments avec une organisation étudiante en France et qui soutient la cause de l'Indépendance de l'Algérie, l'U.N.E.F., sur différents contacts, a choisi le F.L.N.

En fait le communiqué du 6 juin a une toute autre signification qui ne peut se comprendre qu'en analysant ce qu'est aujourd'hui l'U.G.E.M.A., son origine, son histoire, sa valeur syndicale et politique aujourd'hui (1).

LES DEBUTS DIFFICILES

— C'est en 1955 que se tire à Paris le Congrès Constitutif de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (U.G.E.M.A.) qui définit le double objectif de cette organisation : défense des intérêts matériels des étudiants, action pour la promotion de la culture algérienne et l'émancipation politique de l'Algérie. L'U.N.E.F. consciente de l'intérêt vital que représentait pour l'Université française une coopération avec étudiants algériens et français, à un moment où la guerre d'Algérie commençait à prendre de l'ampleur, chercha à collaborer sur le plan culturel et syndical avec la nouvelle Union.

Mais la poursuite d'une politique de guerre en Algérie rendit cette coopération de plus en plus difficile :

— Les étudiants algériens étaient souvent victimes d'agressions de caractère raciste (particulièrement à Alger et à Montpellier).

— Ils étaient d'autre part en butte à des opérations policières et à des arrestations ou emprisonnements arbitraires en raison de leurs opinions politiques.

— Enfin l'U.G.E.M.A. n'avait pas pris de mesures pour l'indépendance de l'Algérie, l'appui à la lutte du F.L.N. et, en décembre 1958, demandait à l'U.N.E.F. de prendre une position claire sur le problème algérien : l'U.N.E.F. s'y refusa et ce fut la rupture totale entre les deux organisations, considération d'une profonde coupure entre les étudiants français et algériens. De plus, l'ensemble des Associations d'Etudiants « d'Outre-Mer » se déclarant solidaires de l'U.G.E.M.A., décidèrent d'arrêter toute coopération avec l'U.N.E.F.

Enfin, le Gouvernement français continuant sa politique de répression à l'égard des étudiants algériens, décida en janvier 1959 de dissoudre l'U.G.E.M.A., de précipiter le départ vers l'étranger d'un nombre toujours croissant d'étudiants algériens.

En ce qui concerne l'U.G.E.M.A., sa dissolution en France entraîna un développement très important de sa politique internationale qui lui permit de bénéficier de la solidarité mondiale (aides de sources, dons de médicaments, vêtements et livres) et politique des deux organisations étudiantes internationales, UIE et CIE/COMEC, ainsi que de toutes les Unions Nationales d'Etudiants. L'U.G.E.M.A. est ainsi devenu à l'heure actuelle, l'une des organisations les plus influentes et actives dans le mouvement étudiant international.

D'autre part, l'U.G.E.M.A. a été amenée à mordre d'une manière exceptionnelle aux actes organisatrices, puisqu'elle est responsable de l'attribution et de la gestion de centaines de bourses d'études et plus généralement des conditions d'existence d'étudiants répartis dans plus de cinq pays.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ETUDIANTS ALGERIENS

France	900 à 1.000
Algérie	700
Pays Arabes :	
Moyen-Orient, Tunisie, Maroc	452
Suisse	122
Allemagne de l'Est	162
Autre Démocraties Populaires	63
Autres pays d'Europe dont Yougoslavie	43
Etats-Unis	21
Divers	10
	2.300 à 2.400

Enfin, malgré les difficultés (éparpillement des étudiants, politique de répression du Gouvernement français) l'U.G.E.M.A. a réussi à réorganiser sa structure interne comme l'a prouvé cet été l'organisation à Tunis de son IV Congrès (le 1er depuis 1957), auquel participaient plus de cinquante délégués provenant de 18 pays et représentant 1.200 adhérents.

Certes, toute cette action, l'U.G.E.M.A. entend la mener en fonction d'un objectif qui lui est fondamental, la résolution algérienne : lorsque l'U.G.E.M.A. réunit les hommes qui lui sont adhérents, elle le fait selon les critères démocratiques, afin de former des cadres qui répondent aux besoins réels de l'Algérie (gros pourcentage des étudiants d'Ecoles d'Ingénieurs, de Médecine) ; lorsque l'U.G.E.M.A. développe son action internationale, c'est aussi pour obtenir le soutien des communautés étudiantes à la cause qu'elle représente.

L'élément de relations entre l'U.N.E.F. et l'U.G.E.M.A. a été pour l'action du mouvement étudiant français une hypothèse très lourde, car elle interdisait toute coopération avec les étudiants africains (Maroc, Tunisie, Madagascar, Afrique Noire, Antilles) à un moment où l'accession de leur pays à l'indépendance rendait cette coopération particulièrement nécessaire et fructueuse. De plus, elle tendait une coupure profonde entre les étudiants algériens engagés dans leur action pour l'indépendance de leur pays et les étudiants français participant à une guerre qui cause à l'Algérie et à la France des sacrifices irréparables.

La prise de conscience par les étudiants français des conséquences et du caractère de la guerre d'Algérie, qui a amené la prise de position de l'U.N.E.F. à son dernier Congrès a permis le rétablissement des relations avec les étudiants algériens et par là-même avec tous les étudiants des pays anciennement colonisés.

Cet acte se constitue par un alignement des positions de l'U.N.E.F. sur celles de l'U.G.E.M.A., il manifeste un accord entre les deux organisations sur les principes fondamentaux d'une solution au conflit algérien :

Accord pour affirmer le caractère nécessaire de la décolonisation et pour dire que l'Algérie ne doit pas être exclue du mouvement d'émancipation qui secoue le monde et particulièrement l'Afrique.

Accord pour demander que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit reconnu dans les faits au peuple algérien.

Accord enfin pour dire que le peuple algérien doit passer par des négociations entre le Gouvernement français et le F.L.N., négociations qui ne peuvent rester limitées au problème du cessez-le-feu.

C'est sur cette base qu'une coopération est possible, c'est à partir de cet accord qu'un dialogue peut s'instaurer à nouveau entre étudiants français et algériens.

Dans l'immédiat, la reprise des relations entre étudiants algériens et français est un acte favorable à l'amélioration d'une solution au conflit algérien, car, maintient que le dialogue est possible, il contribue à la formation d'un climat de paix et facilite la prise de conscience par l'opinion française de la nécessité d'une solution négociée à la guerre d'Algérie.

Ces relations entre les deux organisations étudiantes sont pour l'avenir la promesse d'une réconciliation entre les peuples français et algériens et d'une coopération, basée sur des bases solides entre les étudiants des deux pays.

La présence, comme observateur au Congrès de l'U.G.E.M.A., d'un représentant de l'U.N.E.F., n'est rien d'autre que la possibilité pour les étudiants français d'exprimer concrètement leur volonté de paix, et de coopération avec une Algérie qui sera un jour enfin débarrassée définitivement des doutes.

Dominique WALLON.

(1) Consulter la brochure publiée par l'U.N.E.F. en mai 1960 : « Le syndicalisme étudiant et le problème algérien ». En vente dans les A.G.E. et à l'U.N.E.F. 15, rue Soufflot, PARIS-Ve.

L'U.N.E.F., L'U.G.E.M.A. ET L'U.N.E.M., LORS D'UNE MANIFESTATION INTERNATIONALE

(Pour un total de 416 étudiants dans les pays Africains : Europe, Etats-Unis)

		%
Ecoles d'Ingénieurs	112	27
Sciences	72	18
Droit, Sciences, Economie	105	24
Médecine, Pharmacie	90	22
Lettres	45	9

MIROIR DU FOOTBALL

LE FOOTBALL N'EST PAS UNE VACHE A LAIT

INSTITUT DE DROIT APPLIQUÉ

Etablissement de promotion sociale, l'Institut de Droit Appliqué forme, par cours du soir à l'Institut Pédagogique National, des agents qualifiés de contentieux juriques en économie d'entreprise, cadres moyens et supérieurs. Documentation sur demande au secrétariat, 138, avenue de Wagram, Paris (17e), WAG. 27-05. Ouverture des cours le 29 octobre 1960.

Article de l'Étudiant de France revenant sur le 4e congrès de l'UGEMA à Tunis en 1960
(Fonds Prisca Bachelet, Cité des mémoires étudiantes)

UN FONDS DE MILITANT ALGERIEN

L'ÉTUDIANT ALGÉRIEN

« Nous aspirons, par notre action au service du peuple d'Algérie, à servir l'humanité entière. Notre œuvre, basée avant tout sur le respect de la pensée et de l'idéologie de tous les peuples, vise à aider au bonheur des hommes. »
IBN-BADIS.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
115, Boulevard Saint-Michel - PARIS-5e
TEL. : ODE 06-52
C.C.P. 12.228-14
Directeur : Mouloud BELAOUANE

NUMERO
MAI-JUIN 1957

ORGANE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS MUSULMANS ALGERIENS

NUMÉRO SPÉCIAL

40 FRANCS
PRIX :

LE DERNIER PONT

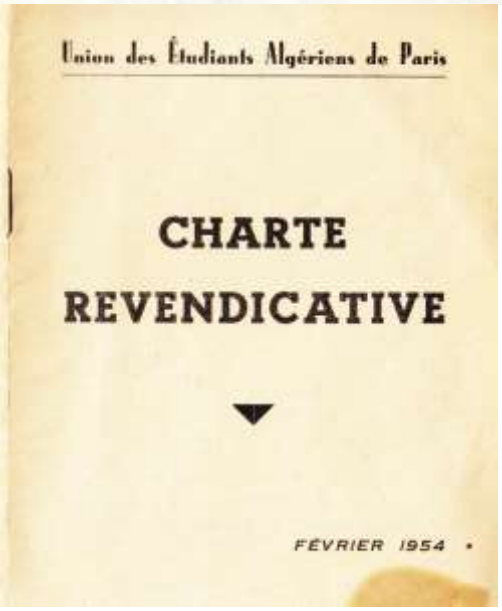
LE SENS D'UNE GRÈVE

Numéro spécial de l'Etudiant algérien*, mai-juin 1957*.

Dans cette affaire soulevée par le IVe Congrès de l'U.G.E.M.A., c'est tout le problème des minorités dans la Révolution, des minorités dans l'Algérie de demain qui se trouve posé.

Tunis, le 12 Août 1960

Ci-dessus, extrait de la lettre de Claudine et Pierre Chaulet, écrite de Tunis le 12 août 1960 après le quatrième congrès de l'UGEMA.



Union des Étudiants Algériens de Paris

CHARTE REVENDICATIVE

FÉVRIER 1954

A droite, brochure de l'UEAP, février 1954.